



## CHAPITRE 92

Loi relative à la ville de Coaticook

[Sanctionnée le 28 janvier 1954]

## CHAPTER 92

An Act respecting the town of Coaticook

[Assented to, the 28th of January, 1954]

Préambule.

**A**TTENDU que la ville de Coaticook a, par sa pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de ladite ville et qu'il est nécessaire, pour la bonne administration de ses affaires, que sa charte, telle qu'octroyée par lettres patentes du 15 août 1908 et modifiée par les lois 10 George V, chapitre 103, 25-26 George V, chapitre 128, 1 George VI, chapitre 118, 4 George VI, chapitre 99, 10 George VI, chapitre 70, 11 George VI, chapitre 94, 14-15 George VI, chapitre 90, et 15-16 George VI, chapitre 87, soit de nouveau modifiée; et

Attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Construction, etc., d'immeuble autorisé.

**1.** Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, il est loisible au conseil de la ville de Coaticook de construire, acquérir ou entretenir en plus de celui ou de ceux qu'autorise l'article 1 de la loi 14-15 George VI, chapitre 90, au coût maximum de deux cent mille dollars, un immeuble additionnel ou des immeubles additionnels devant servir en totalité ou en partie à des fins municipales ou industrielles, et dont le coût total ne devra pas excéder deux cent mille dollars, sujet à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec.

Preamble.

**W**HEREAS the town of Coaticook has, by its petition, represented that it is in the interest of the said town and necessary for the good administration of its affairs that its charter, as granted by letters patent of August 15th, 1908, and amended by the acts 10 George V, chapter 103, 25-26 George V, chapter 128, 1 George VI, chapter 118, 4 George VI, chapter 99, 10 George VI, chapter 70, 11 George VI, chapter 94, 14-15 George VI, chapter 90, and 15-16 George VI, chapter 87, be again amended; and

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Construction, etc., of immovable authorized.

**1.** Notwithstanding any general law or special act to the contrary, the council of the town of Coaticook may construct, acquire or maintain, in addition to that or those authorized by section 1 of the act 14-15 George VI, chapter 90, at a maximum cost of two hundred thousand dollars, one or more immovables to serve in whole or in part for municipal or industrial purposes and the total cost of which shall not exceed two hundred thousand dollars, subject to the previous approval of the Quebec Municipal Commission.

Louage  
ou vente  
autorisés.

**2.** Le conseil municipal est autorisé à louer ou à vendre lesdits immeuble additionnel ou immeubles additionnels aux conditions qu'il déterminera, pourvu que le prix de vente ne soit pas inférieur au coût desdits immeuble additionnel ou immeubles additionnels, sujet à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec.

**2.** The town council is authorized to lease or sell the said additional immovable or immovables on conditions which it shall determine, provided that the sale price be not less than the cost of the said additional immovable or immovables, subject to the approval of the Quebec Municipal Commission.

Lease or  
sale au-  
thorized.

Emprunt  
autorisé.

**3.** Pour les fins susdites, le conseil pourra emprunter, en plus de la somme de deux cent mille dollars, autorisée par l'article 3 de ladite loi 14-15 George VI, chapitre 90, une somme additionnelle n'excédant pas deux cent mille dollars, dont cent cinquante-cinq mille dollars, par règlement approuvé par les électeurs propriétaires, par la Commission municipale de Québec et le ministre des affaires municipales, conformément aux prescriptions de la loi concernant l'approbation des règlements d'emprunt, et quarante-cinq mille dollars, par règlement approuvé seulement par la Commission municipale de Québec et le ministre des affaires municipales.

**3.** For the purposes aforesaid, the council may borrow, in addition to the sum of two hundred thousand dollars authorized by section 3 of the said act 14-15 George VI, chapter 90, a further sum not exceeding two hundred thousand dollars one hundred and fifty-five dollars, thereof by by-law approved by the electors who are property-owners, by the Quebec Municipal Commission and by the Minister of Municipal Affairs, in accordance with the provisions of the law respecting the approval of loan by-laws, and forty-five thousand dollars by by-law approved only by the Quebec Municipal Commission and the Minister of Municipal Affairs.

Loan au-  
thorized.

S.R.,  
c. 233,  
a. 426,  
am. pour  
la ville.

**4.** L'article 426 de la Loi des cités et villes, modifié, pour la ville, par l'article 8 de la loi 10 George VI, chapitre 70, et par l'article 17 de la loi 14-15 George VI, chapitre 90, est de nouveau modifié, pour la ville, en ajoutant après le paragraphe 1<sup>a</sup>, le suivant:

**4.** Section 426 of the Cities and Towns Act, amended, for the town, by section 8 of the act 10 George VI, chapter 70, and by section 17 of the act 14-15 George VI, chapter 90, is again amended, for the town, by adding after subsection 1a, the following:

S.R.,  
c. 233,  
s. 426,  
am. for  
town.

Règle-  
ment de  
zonage.

"1<sup>b</sup> Sans autre formalité que l'approbation du conseil municipal et du ministre des affaires municipales, et la publication du règlement en la manière ordinaire, le conseil est autorisé à adopter d'ici le 1<sup>er</sup> décembre 1954 un règlement modifiant le règlement de zonage et de construction portant le numéro 421 et adopté en 1952, pour préciser la description des diverses zones, et corriger les ambiguïtés et les erreurs."

"1<sup>b</sup>. With the sole formality of approval of the municipal council and the Minister of Municipal Affairs, and the publication of the by-law in the ordinary manner, the council is authorized to pass from now to December 1st, 1954 a by-law amending the zoning and construction by-law bearing number 421, and passed in 1952, to more precisely describe the various zones, and to correct ambiguities and errors."

Zoning  
by-law.

S.R.,  
c. 233,  
a. 429,  
am. pour  
la ville.

**5.** L'article 429 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville, en ajoutant après le paragraphe 1<sup>o</sup>, le suivant:

**5.** Section 429 of the Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after paragraph 1, the following paragraph:

S.R.,  
c. 233,  
s. 429,  
am. for  
town.

Rues, etc.,  
publiques.

"1<sup>a</sup> Les rues, ruelles, chemins publics, places publiques, et les trottoirs actuellement ouverts ou construits par la ville à l'usage du public dans les limites de la

"1a. The streets, lanes, public roads, public places and the sidewalks now open or constructed by the town for the use of the public within the limits of the town

Public  
streets,  
etc.

ville, sont censés être des chemins, places et trottoirs publics et la propriété de la ville sur toute leur superficie occupée ou verbalisée, et toute réclamation et droit d'action pour dommages et indemnités sont absolument éteints et prescrits s'ils n'ont pas été exercés par action intentée devant une cour de justice compétente, dans un délai de douze mois de la date de la sanction de la présente loi.

Publica-  
tion.

Le présent article de la présente loi devra être publié durant deux semaines consécutives, deux fois dans l'année à intervalle de six mois, dans un journal français et dans un journal anglais publiés dans la ville et dans un journal français et dans un journal anglais publiés dans la cité de Sherbrooke."

S.R.,  
c. 233,  
a. 429c,  
aj. pour  
la ville.

**6.** La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en ajoutant après l'article 429b, édicté pour la ville, par l'article 20 de la loi 14-15 George VI, chapitre 90, le suivant:

Proprié-  
taire res-  
ponsable.

**"429c.** Le propriétaire d'un véhicule-automobile doit être tenu responsable de toute contravention aux règlements municipaux relatifs à la circulation ou à la sécurité publique commise avec ce véhicule-automobile.

Respon-  
sabilité  
conjointe.

Cependant, si au moment où une telle contravention est commise auxdits règlements, le véhicule est conduit par ou est sous la garde d'une personne autre que le propriétaire, le propriétaire et cette tierce personne sont tous deux personnellement sujets à condamnation pour cette contravention, et le tribunal peut, à sa discrétion, condamner à la pénalité l'un ou l'autre des deux ou les deux à la fois, suivant les circonstances."

Disposi-  
tions  
cessant  
d'être en  
vigueur.

**7.** Les dispositions de l'article 5 de la loi 15-16 George VI, chapitre 87, relatives à la ville de Coaticook, cesseront d'avoir vigueur et effet à compter de l'entrée en vigueur du règlement mentionné à l'article 9 ci-après, majorant la taxe de vente municipale à deux pour cent.

S.R.,  
c. 233,  
a. 526c,  
rempl.  
pour la  
ville.

**8.** L'article 526c de la Loi des cités et villes, tel qu'édicté pour la ville, par l'article 6 de la loi 15-16 George VI, chapitre 87, est remplacé par le suivant:

shall be deemed public roads, places or sidewalks and the property of the town for their whole extent, whether occupied or minuted, and every claim and right of action for damages and indemnities shall be absolutely extinguished and prescribed, if they have not been exercised by suit brought before a court of competent jurisdiction within a delay of twelve months from the date of the sanction of this act.

This section of this act must be published during two consecutive weeks, twice during the year at an interval of six months in a French and in an English newspaper published in the town and in a French and in an English newspaper published in the city of Sherbrooke."

Publica-  
tion.

**6.** The Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after section 429b, enacted for the town, by section 20 of the act 14-15 George VI, chapter 90, the following:

R.S.,  
c. 233,  
s. 429c,  
added  
for town.

**"429c.** The owner of a motor vehicle shall be held responsible for any infringement of the municipal by-laws regarding traffic or public security committed with such motor vehicle.

Owner  
respon-  
sible.

If, however, at the time of such infringement of the said by-laws, the vehicle is being driven by or is under the care of a person other than the owner, both the owner and such person shall be personally liable to conviction for such infringement and it shall be in the discretion of the court to impose the penalty upon either both, according to the circumstances."

Joint  
liability.

**7.** The provisions of section 5 of the act 15-16 George VI, chapter 87, concerning the town of Coaticook, shall cease to be in force and effect from and after the coming into force of the by-law mentioned in section 9 of this act, increasing the municipal sales tax to two per cent.

Provision  
no more  
in force.

**8.** Section 526c of the Cities and Towns Act, as enacted, for the town, by section 6 of the act 15-16 George VI, chapter 87, is replaced by the following:

R.S.,  
c. 233,  
s. 526c,  
replaced  
for town.

Taxe autorisée.

"526c. Le conseil de la ville de Coaticook peut, par règlement prélever, à compter du 1er février 1954, ou de toute autre date postérieure qu'il fixera, inclusivement, en sus de toute autre taxe, un impôt spécial de deux pour cent, de même nature, établi sur les mêmes bases, avec les mêmes effets et sujet aux mêmes exemptions, *mutatis mutandis*, que la taxe actuellement en vigueur et prévue par la loi 14 George VI, chapitre 134, autorisant les commissaires d'écoles et les syndicats d'écoles pour la municipalité de Coaticook à imposer et à prélever une taxe d'éducation.

Taxe continuée.

La taxe actuellement imposée de un pour cent continuera à être perçue jusqu'à l'entrée en vigueur du règlement adopté sous l'autorité du présent article."

S.R., c. 233, a. 526e, remp. pour l ville.

9. L'article 526e de la Loi des cités et villes, tel qu'édicte, pour la ville, par l'article 6 de la loi 15-16 George VI, chapitre 87, est remplacé par le suivant:

Impôt spécial.

"526e. A compter du 1er février 1954, ou de toute autre date, inclusivement, que le conseil de la ville de Coaticook fixera pour le prélèvement de cette taxe de vente municipale ou impôt spécial majoré à deux pour cent, les revenus en provenant seront:

Emploi.

1° Dans une proportion de cinquante pour cent, utilisés exclusivement à payer: a) les frais de la loi 15-16 George VI, chapitre 87, les dépenses occasionnées par le ou les règlements décrétant un ou des emprunts par des émissions d'obligations ou autrement ou les garanties de tels emprunts destinés à aider à l'érection, l'établissement et l'ameublement de l'hôpital ou hospice dans la ville de Coaticook, et le service de la dette contractée à cette fin, en capital et intérêts; b) tous les déboursés résultant des procédures nécessaires à l'émission des obligations (ou débetures) émises en vertu desdits règlements, au rachat par anticipation desdites obligations (ou débetures) et à l'émission ou aux émissions de nouvelles obligations (ou débetures) en remplacement des précédentes; c) les intérêts sur ces emprunts par une ou des émissions d'obligations (ou débetures) ou autrement; d) le capital de l'emprunt originaire et des emprunts de remplacement ainsi ga-

Taxe autorisée.

"526c. The council of the town of Coaticook may, by by-law levy, as from the 1st of February, 1954, or such other later date as it shall fix, inclusively, in addition to any other tax, a special tax of two per cent, of the same nature, established on the same basis, with the same effects and subject to the same exemptions, *mutatis mutandis*, as the tax now in force and provided for by the act 14 George VI, chapter 134, authorizing the school commissioners and the school trustees for the municipality of Coaticook to impose and levy an education tax.

The tax presently imposed of one per cent shall continue to be collected until the coming into force of the by-law passed under this section."

Tax continuée.

9. Section 526e of the Cities and Towns Act, as enacted, for the town, by section 6 of the act 15-16 George VI, chapter 87, is replaced by the following:

R.S., c. 233, s. 526e, replaced for town.

"526e. From the 1st of February, 1954, or such other date, inclusive, as the town council of Coaticook shall fix, for the levying of such municipal sales tax or special tax increased to two per cent, the revenue derived therefrom shall be used:

Special tax.

1. To the extent of fifty per cent, exclusively to pay: a. the costs of the act 15-16 George VI, chapter 87, the expenses occasioned by the by-law or by-laws decreeing one or more loans by issues of bonds or otherwise or the guaranteeing of such loans, contracted to assist in the erection, establishment and equipment of the hospital or hospice in the town of Coaticook, and the service of the debt contracted for such purpose, in capital and interest; b. all the disbursements resulting from the proceedings necessary for the issue of the bonds (or debentures) issued under the said by-laws, for the redemption by anticipation of the said bonds (or debentures) and for the issue or issues of new bonds (or debentures) in replacement of the former ones; c. the interest on such loans by one or more issues of bonds (or debentures) or otherwise; d. the capital of the original loan and of the replacement loans so guaranteed or contracted by the town; e. the cost of

Use.



rantis ou contractés par la ville; e) les frais d'encaissement des coupons d'intérêt et des obligations (ou débentures) de toutes les émissions; f) l'escompte, les frais de courtage et tous autres frais incidents à payer pour contracter lesdits emprunts et/ou pour vendre les obligations (ou débentures) de toutes les émissions autorisées par lesdits règlements.

Emploi du  
revenu.

Le revenu annuel provenant de cette proportion de l'impôt majoré à deux pour cent sera déposé par la ville dans un compte spécial. A chaque échéance aussi bien de capital et d'intérêt, que d'intérêt seulement, payable à même le produit de cet impôt spécial, la ville devra transporter au compte du service de la dette de La Corporation de l'Hôpital de Coaticook, à la Banque Canadienne Nationale, à Coaticook, les montants requis pour solder telles échéances. A cette fin, la ville aura droit d'exiger de La Corporation de l'Hôpital de Coaticook, le dépôt chez le secrétaire-trésorier, d'une copie certifiée de tous règlements d'emprunt que ladite Corporation de l'Hôpital de Coaticook a adoptés ou pourra à l'avenir adopter.

Rachat  
d'obliga-  
tion.

A compter du 1er novembre 1955, lorsque les sommes déposées par la ville à son compte spécial susdit ainsi que les intérêts en provenant auront, dans les 60 jours qui suivent toute échéance d'intérêt, atteint le double des sommes nécessaires au service de la dette, pour l'année suivant cette échéance, la ville devra immédiatement en aviser La Corporation de l'Hôpital de Coaticook. Celle-ci devra alors faire les procédures requises pour le rachat, à la plus prochaine échéance d'intérêt possible, de l'échéance d'obligations la plus éloignée. Une fois ces procédures faites, la ville transportera au compte du service de la dette de La Corporation de l'Hôpital de Coaticook, les sommes requises pour le rachat de telle échéance d'obligations la plus éloignée.

Idem.

Nonobstant les dispositions ci-dessus, la ville aura droit de demander à La Corporation de l'Hôpital de Coaticook d'effectuer le rachat total du solde des obligations en cours, s'il est possible d'obtenir un meilleur taux d'intérêt, soit par l'émission de nouvelles obligations, soit autrement, ou d'effectuer des rachats partiels

cashing the interest coupons and the bonds (or debentures) of all the issues; f. the discount, brokerage costs and all other incidental costs payable for contracting the said loans and/or for selling the bonds (or debentures) of all the issues authorized by the said by-laws.

The annual revenue derived from such portion of the tax increased to two per cent shall be deposited by the town in a special account. At each maturity of both capital and interest as well as of interest only, payable out of the proceeds of such special tax, the town shall transfer to the account for the service of the debt of La Corporation de l'Hôpital de Coaticook, in the Canadian National Bank in Coaticook, the amounts required to meet such maturities. For such purpose, the town shall have the right to require La Corporation de l'Hôpital de Coaticook to deposit with the secretary-treasurer a certified copy of all loan by-laws, which the said La Corporation de l'Hôpital de Coaticook has passed or may hereafter pass.

Use of  
revenue.

From the 1st of November, 1955, when the sums deposited by the town in its aforesaid special account, plus the interest derived therefrom, shall within the 60 days following any interest payment date, amount to double the sums necessary for the service of the debt, for the year following such time of payment, the town shall immediately advise La Corporation de l'Hôpital de Coaticook. The latter shall then take the necessary proceedings to redeem, at the earliest possible interest payment date, the bonds of most remote maturity. When such proceedings have been taken, the town shall transfer to the account for the service of the debt of La Corporation de l'Hôpital de Coaticook, the sums required to redeem such bonds of most remote maturity.

Redemp-  
tion of  
bonds.

Notwithstanding the above provisions, the town shall have the right to require La Corporation de l'Hôpital de Coaticook to effect the total redemption of the balance of outstanding bonds, if it is possible to obtain a better rate of interest, either by the issue of new bonds, or otherwise, or to make partial redemptions of

Idem.

d'obligations, de temps à autre, si d'un commun accord, la ville et La Corporation de l'Hôpital de Coaticook jugent qu'il est possible de le faire;

Emploi. 2° Dans une proportion de cinquante pour cent, versés dans les fonds généraux de la corporation municipale."

S.R., c. 233, a. 526f, remp. pour la ville. **10.** L'article 526f de la Loi des cités et villes, tel qu'édicte, pour la ville, par l'article 6 de la loi 15-16 George VI, chapitre 87, est remplacé par le suivant:

Impôt continué. **"526f.** Après l'extinction des dettes ainsi garanties ou contractées pour l'hôpital-hospice, cet impôt spécial majoré à deux pour cent continuera d'être prélevé par la ville de Coaticook et tous les revenus en provenant seront par la suite versés dans les fonds généraux de la corporation."

S.R., c. 233, a. 527a, remp. pour la ville. **11.** L'article 527a de la Loi des cités et villes, édicte, pour la ville, par l'article 28 de la loi 10 George VI, chapitre 70, est remplacé par le suivant:

Amende, etc. **"527a.** Nonobstant l'article 398, dans tous les cas où le conseil réclame l'amende ou l'emprisonnement ou les deux en vertu de l'article 527, l'amende doit être au moins égale au montant de droits ou taxes allégués dans la plainte, et le contrevenant doit de plus être condamné au paiement des frais. Si le contrevenant paie dans les huit jours après conviction l'amende et les frais, tel paiement vaudra comme paiement de la licence pour l'année de licence pendant laquelle se trouvait la période alléguée dans la plainte.

Condition. Toutefois, pour que tel paiement de l'amende et des frais vaille comme paiement de la licence, dans les cas où une licence du gouvernement de la province est requise, il faudra que celle-ci ait été obtenue et produite au préalable au bureau du secrétaire-trésorier."

S.R., c. 233, a. 655a, aj. pour la ville. **12.** La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en ajoutant après l'article 655, édicte pour la ville, par l'article 44 de la loi 4 George VI, chapitre 99, le suivant:

bonds, from time to time, if by mutual agreement, the town and La Corporation de l'Hôpital de Coaticook deem it possible to do so;

2. To the extent of fifty per cent, to be paid into the general funds of the municipal corporation." Use.

**10.** Section 526f of the Cities and Towns Act, as enacted, for the town, by section 6 of the act 15-16 George VI, chapter 87, is replaced by the following: R.S., c. 233, s. 526f, replaced for town.

**"526f.** After the extinction of the debts so guaranteed or contracted for the hospital-hospice, such special tax increased to two per cent shall continue to be levied by the town of Coaticook, and all revenue derived therefrom shall thereafter be paid into the general funds of the corporation." Tax continued.

**11.** Section 527a of the Cities and Towns Act, as enacted, for the town, by section 28 of the act 10 George VI, chapter 70, is replaced by the following: R.S., s. 527a, replaced for town.

**"527a.** Notwithstanding section 398, whenever the council claims a fine or imprisonment or both in virtue of section 527, the fine shall be at least equal to the amount of dues or taxes mentioned in the complaint, and the offender shall be furthermore condemned to pay the costs. If the offender pays, within eight days after conviction, such fine and costs, such payment shall be considered as the payment of the license for the license year in which is included the period mentioned in the complaint. Fine, etc.

Nevertheless, in order that such payment of the fine and costs be considered as payment of the license, in cases when a provincial government license is required, such license must previously have been obtained and produced at the secretary-treasurer's office." Condition.

**12.** The Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after section 655, enacted, for the town, by section 44 of the act 4 George VI, chapter 99, the following: R.S., c. 233, s. 655a, added for town.

Greffier  
juge de  
paix  
d'office.

"655a. Le greffier est d'office, juge de paix pour la fixation, la réception et le renouvellement des cautionnements dans les cas de plaintes pour des offenses ou des infractions qui sont du ressort de la Cour municipale."

"655a. The clerk shall be *ex officio* Clerk of the peace for the fixing, receiving and renewal of bail in cases of *ex officio* justice of the peace. complaints for offences or infractions within the jurisdiction of the Municipal Court."

Transport  
de pro-  
priété  
autorisé.

13. La communauté religieuse propriétaire de la propriété acquise de la ville de Coaticook, conformément à l'article 4 de la Loi relative à la ville de Coaticook, 14-15 George VI, chapitre 90, a le droit de transporter ladite propriété à La Corporation de l'Hôpital de Coaticook, pour fins de financement des bâtisses y érigées par ladite corporation.

13. The religious community which owns the property acquired from the town of Coaticook, pursuant to section 4 of the Act respecting the town of Coaticook, 14-15 George VI, chapter 90, has the right to transfer the said property to La Corporation de l'Hôpital de Coaticook for the purpose of financing the building thereon erected by the said corporation.

Immeu-  
bles mu-  
nicipaux  
autori-  
sés.

14. Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, il est loisible au conseil de la ville de Coaticook de construire, acquérir et entretenir dans la ville, en plus de ceux qu'autorisent l'article 1 de la loi 14-15 George VI, chapitre 90, et l'article 1 de la présente loi, un ou des immeubles devant servir comme hôtel de ville, palais de justice, bureau d'enregistrement, postes de police, postes d'incendie, et aux autres besoins de la ville, meubler cet immeuble ou ces immeubles, acquérir des machines et de l'équipement de bureau et de l'équipement d'incendie.

14. Notwithstanding any general law or special act to the contrary, the council of the town of Coaticook may build, acquire and maintain in the town, in addition to those already authorized by section 1 of the act 14-15 George VI, chapter 90, and section 1 of this act, one or more immoveables to be used as city hall, court house, registration office, police stations, fire stations, and for other needs of the town, furnish such immovable or immoveables, acquire machinery, office equipment and fire equipment.

Emprunt  
autorisé.

Pour les fins susdites, et pour la réfection et la reconstitution des dossiers, rôles et autres documents détruits dans une conflagration, en même temps que l'hôtel de ville, le 29 novembre 1953, le conseil pourra emprunter, en plus des sommes autorisées par l'article 3 de la loi 14-15 George VI, chapitre 90, et par l'article 3 de la présente loi, une somme n'excédant pas trois cent mille dollars, par un ou des règlements approuvés seulement par la Commission municipale de Québec, par le ministre des affaires municipales et par les électeurs propriétaires, suivant la loi.

For the aforesaid purposes, and for the repairing and remaking of records, rolls and other documents destroyed, at the same time as the city hall, in a conflagration on the 29th of November, 1953, the council may borrow, in addition to the sums authorized by section 3 of the act 14-15 George VI, chapter 90, and by section 3 of this act, a sum not exceeding three hundred thousand dollars, by one or more by-laws with the sole approval of the Quebec Municipal Commission, the Minister of Municipal Affairs and by the elector proprietors, according to law.

Entrée en  
vigueur.

15. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

15. This act shall come into force on the day of its sanction.